

Lettre aux parents pour la grève du 20 et l'action du 21 novembre

Madame, Monsieur,

Nous serons en grève le 20 novembre, comme l'ensemble des personnels de la Fonction Publique et de l'Éducation nationale.

Ce qui nous préoccupe d'abord, c'est la réussite scolaire de tous vos enfants. Aujourd'hui encore trop d'élèves connaissent des difficultés. Des solutions existent pour faire évoluer l'école. Nous souhaitons faire évoluer notre métier pour travailler mieux et autrement. Mais les choix du gouvernement compromettent cet avenir. La suppression de 11 200 postes dans l'Éducation nationale ne peut répondre aux exigences de la réussite de tous !

En Sarthe comme dans les autres départements, les conditions de travail et d'enseignement dans les écoles se dégradent : plus d'élèves dans les classes, baisse de la scolarisation des moins de 3 ans, moins d'enseignants spécialisés pour aider vos enfants, des remplacements non assurés, une baisse de la formation continue des enseignants pourtant indispensable pour une éducation de qualité...

D'autre part, si les fédérations de fonctionnaires et de l'éducation ont décidé d'appeler à la grève le 20 novembre, c'est que le gouvernement refuse de prendre en compte leurs revendications en terme de salaire et d'emploi : on entend communément parler des salaires confortables des fonctionnaires et de leur sécurité de l'emploi, pourtant la moitié des salaires de la catégorie C (qui représentent la moitié des effectifs des fonctionnaires) est inférieur à 1235 € nets ! De même, la précarité se développe au sein de la fonction publique : pour accompagner l'intégration des élèves en situation de handicap des EVS ont été recruté-es dans les écoles. Ces personnes sont payées en dessous du SMIC, sur des contrats à durée déterminée, sans absolument aucune perspective de titularisation ! Une véritable politique de l'emploi public, la garantie d'un service public de qualité sur tout le territoire ainsi qu'une amélioration du pouvoir d'achat des agents de la Fonction Publique sont nécessaires. La défense du pouvoir d'achat des fonctionnaires est une garantie pour l'ensemble des salariés.

En défendant les services publics de qualité et de proximité, nous défendons l'intérêt général : l'école, la poste, les transports, les hôpitaux, l'administration, la justice, l'énergie... doivent répondre aux besoins de tous, de façon égalitaire sur l'ensemble du territoire. Qui peut croire, selon la formule du premier Ministre que « moins de services, moins de personnels, moins d'Etat » peut améliorer notre société ?

C'est pour toutes ces raisons que nous serons en grève le mardi 20 novembre.

C'est pour exiger davantage de postes permettant d'assurer correctement les remplacements que nous ferons une classe « fantôme » place de la République mercredi 21 à 15 heures. Nous vous invitons expressément à vous joindre à nous.

L'équipe enseignante